

M. l'Orateur: Le député de Perth-Wilmot peut poser une dernière question supplémentaire.

M. Jarvis: Monsieur l'Orateur, je ne tiens pas à ce que le ministre y consacre une demi-heure, mais voudrait-il simplement nous dire depuis combien de temps lui-même ou son ministère avait été avisé de la destruction de ces œufs avant que le public ne l'apprenne par les organes d'information?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, il m'est impossible de donner au député une date exacte, mais je peux lui dire que nous l'avons su très peu de temps auparavant.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

* * *

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 1^{er} octobre, de la motion de M. Louis Duclos: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence l'Administrateur du gouvernement du Canada en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session.

[Français]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, premièrement, je voudrais en tant que chef de l'opposition exprimer à Son Excellence le Gouverneur général notre satisfaction de savoir que son état de santé s'améliore rapidement. Veuillez lui transmettre nos meilleurs vœux et notre désir sincère de le voir reprendre bientôt l'exercice de ses fonctions.

Je veux également offrir mes vœux et félicitations aux députés de Montmorency (M. Duclos) et de Vancouver-Est (M. Lee), deux nouveaux venus sur la ligne de combat, qui se sont bien acquittés de leur mission respective, soit de proposer et d'appuyer le discours du trône.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, c'est une coutume que j'ai toujours observée de féliciter, à la première occasion, les nouveaux ministres et les ministres déplacés. Il est un peu difficile, toutefois, de suivre simplement la méthode traditionnelle, car certains ministres ont accédé à de plus hautes fonctions, d'autres ont obtenu un portefeuille moins important, quelques-uns arrivent au Cabinet, d'autres l'ont quitté. Il ne me semble guère juste d'offrir mes félicitations où il le faut, en même temps, offrir ma sympathie à ceux qui la méritent. J'ai réfléchi longtemps pour trouver une formule succinte et sincère, qui renferme mes sentiments à l'égard de certains ministres et de certains ex-ministres. Peut-être exprimerai-je le fond de ma pensée en disant simplement qu'on ne peut pas tous gagner, . . . j'en sais quelque chose.

Je me souviens très bien qu'après les élections de 1968, lorsque je suis arrivé au Parlement, j'ai dû affronter l'espèce de magnétisme du premier ministre (M. Trudeau). Mais cette fois, monsieur, une nouvelle étoile filante traverse le ciel: le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), qui, de son propre aveu, est plus populaire que jamais. En fait, monsieur, on se demande vraiment ce qui monte le plus vite, la popularité du ministre ou le prix des aliments. Je dois admettre que le ministre a réussi à faire ce qu'à peu près personne ne croyait possible: il a donné une apparence d'utilité à l'organisme de M^{me} Plumtre.

Des voix: Oh, oh!

L'Adresse—M. Stanfield

M. Stanfield: On a beaucoup parlé d'inflation dans le discours du trône. Le gouvernement a découvert que l'inflation constitue une question sérieuse et urgente. Découverte sans doute aussi importante que celle de l'Amérique par Christophe Colomb. On nous dit maintenant que l'inflation n'a pas régressé comme prévu. Je vois pas qui peut s'y attendre en dehors du gouvernement fédéral. Il faut bien croire que ce dernier l'espérait, parce que le premier ministre, parlant à Hamilton le 25 avril, a reproché son impatience à l'opposition qui, a-t-il dit selon les journaux:

... ne veut pas attendre les quelques semaines ou quelques mois qui prouveront que nous avons résolu le problème.

Après plus de cinq mois, nous attendons toujours. Un peu plus tard, le premier ministre a dit à la population que son gouvernement était en train de juguler l'inflation. Et maintenant on admet virtuellement que c'est l'inflation qui tient le gouvernement au collet. Il est vrai que le premier ministre s'est retiré de la bataille pour se livrer à d'autres sports, comme la mise en jeu des rondelles et la gymnastique sur trampoline, et que pendant un certain temps il a dû oublier ce genre de lutte. Nous avons maintenant l'impression que le gouvernement a renoncé à juguler l'inflation et se contente de la vaincre en paroles en dialoguant avec la population du pays.

Il y a quelques mois, un porte-parole des grands philosophes d'en face déclarait que l'inflation, c'était comme la pluie qui gâchait des vacances. Bien entendu, ces gens-là sont plus forts sur le sujet des vacances que sur celui de l'inflation. «Ne vous affolez pas» nous avait dit le premier ministre. Il nous avait dit que l'inflation était un bienfait pour les agriculteurs. Je pense rendre hommage à l'intégrité de son administration en disant qu'au cours de la campagne électorale de 1974 il a tenu secret un rapport financé par les deniers publics qui déclarait que l'inflation était particulièrement désastreuse pour les agriculteurs. C'est là l'une des choses que le cabinet du premier ministre a voulu dissimuler au sénateur Davey.

Je n'ai nullement l'intention de reprendre point par point la campagne électorale, mais je suis obligé de rappeler, par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, au premier ministre et à ses amis d'en face que le gouvernement a fait campagne sur le thème du leadership. J'ai trouvé et je trouve encore que le premier ministre n'a pas montré au cours de cette campagne qu'il saurait bien diriger le pays car il a encouragé les gens à fuir plutôt qu'à relever le grand défi de notre époque et que l'objectif de sa campagne était de jeter de la poudre aux yeux.

[Français]

Mais tout cela, c'est déjà du passé. Le gouvernement est en place, et s'il le désire, il a quatre ans pour exercer le pouvoir. Mon parti a énoncé un programme global pour s'attaquer à l'inflation, mais le gouvernement n'y voit rien d'acceptable. En fait, une grande part de la paralysie actuelle du gouvernement semble lui venir de la peur d'une récession économique ou de l'augmentation du taux de chômage, s'il devait recourir encore aux méthodes fiscales et monétaires traditionnelles pour tenter de contrer l'inflation. Or, je me permets de rappeler au gouvernement que le projet de mon parti destiné à combattre l'inflation avait été précisément conçu pour éviter ce piège. Mais le gouvernement l'a décrié comme une invitation au désastre, et c'est seulement maintenant qu'il commence à admettre que l'inflation galopante est déjà un désastre pour des millions de Canadiens.